

Au « croisement » de trois politiques étrangères pour trois régimes nouveaux la France, l'Italie et l'Allemagne, de 1870 à 1914

7

Problématique

En 1870-1871, trois nouveaux régimes apparaissent ou se consolident de manière définitive : l'Empire allemand, le royaume d'Italie définitivement unifié (même s'il lui manque les « terres irrédentes » que l'Autriche-Hongrie possède) et la III^e République qui doit prouver sa durabilité en tant que régime démocratique, dans le cadre d'un XIX^e siècle français tourmenté. Quelles sont dès lors les principales évolutions de leurs politiques étrangères, afin de servir quels objectifs ?

Introduction

La guerre franco-prussienne de 1870-1871 annonce de sérieux changements dans un « ordre européen » issu du Congrès de Vienne, déjà mis à mal en 1848 par le Printemps des peuples. Le Second Empire français s'effondre le 2 septembre 1870 avec la défaite de Sedan, et la III^e République est proclamée le 4 septembre. Le 18 janvier 1871, sur les décombres d'une France qui n'a pas encore rendu les armes, dans la Galerie des Glaces du château de Versailles, l'Empire allemand, achèvement du processus d'unification mené par le chancelier prussien Otto von Bismarck depuis son arrivée au pouvoir en 1861, est proclamé. En juin 1871, c'est au tour du jeune État italien de terminer son œuvre unificatrice avec le rattachement définitif de Rome, qui devient la capitale de la nouvelle monarchie de Victor-Emmanuel II. L'année 1871 voit donc la naissance en Europe de deux nouveaux États nationaux, mais également et surtout de trois nouveaux régimes qui, en la III^e République française, le II^e Reich allemand et la jeune monarchie italienne, modifient l'ordre européen en place. Le nouvel Empire allemand apparaît alors comme la première puissance européenne, fort d'une puissance militaire et économique sans précédent, en passe de supplanter le Royaume-Uni, tandis que la République française panse ses plaies et que le royaume d'Italie cherche encore à parachever son unité intérieure.

Au sein du « Concert européen », métaphore du directoire informel des grandes puissances réunies en différents congrès depuis Vienne, ces trois nouveaux acteurs sur la scène européenne vont ainsi chercher leur place et tenter de servir leurs objectifs respectifs en usant chacun de politiques internationales différentes, tant dans les relations entretenues avec les autres États européens qu'au niveau des politiques menées au niveau mondial, à l'ère des impérialismes et des colonies.

I. Quelles politiques internationales allemande, italienne et française au sein du « système Bismarck » (1870-1890) ?

A. Pour l'Allemagne : la nécessité d'un équilibre européen

À la suite du traité de Francfort (10 mai 1871) signé avec la France, l'Empire allemand apparaît donc comme la première puissance du Continent, éveillant de la sorte la méfiance des autres nations du Concert européen, et particulièrement du Royaume-Uni, comme pouvant menacer le principe de l'équilibre des forces (tel que théorisé par David Hume au début du XVIII^e siècle) et la recherche d'une paix durable. Conscient de ce danger et hanté par le spectre d'un relèvement rapide d'une France qui ne manquerait pas de chercher à prendre sa revanche, Bismarck s'évertue à rassurer l'Europe quant à ses intentions pacifiques et n'aura de cesse, dès lors, de chercher à assurer la sécurité du nouvel État en nouant plusieurs systèmes d'alliance isolant la France dans la plus pure tradition de la *Realpolitik*. Le chancelier allemand exposera clairement ses vues dans une lettre adressée à l'empereur Guillaume I^{er} en décembre 1872 : « L'heure du grand danger pour notre avenir sonnera au moment où la France paraîtra de nouveau aux monarchies européennes digne d'entrer dans une alliance ».

Bismarck se tourne ainsi tout d'abord naturellement vers l'Autriche-Hongrie, qu'il aura d'autant moins de mal à convaincre d'entrer dans une alliance qu'il l'avait relativement épargnée après la défaite de Sadowa, en 1866 : les deux empereurs se rencontrent ainsi en août 1871. La force des liens économiques liant l'Allemagne et la Russie, ainsi que la puissance démographique de cette dernière, pousse ensuite Bismarck à rechercher une alliance avec Saint-Pétersbourg. Alors que les intérêts austro-hongrois et russes, en compétition dans les Balkans, semblent contradictoires, l'entente des Trois Empereurs est malgré tout signée le 22 octobre 1873 : Guillaume I^{er}, François-Joseph pour l'Autriche et le tsar Alexandre II s'engagent à se consulter à l'occasion d'une agression par un tiers.

Ce premier volet de ce que l'on a appelé le système Bismarck va connaître toutefois un succès limité. En effet, lors de la crise franco-allemande de la « guerre-en-vue » où une loi de réarmement française votée en 1875 provoque une vive réaction outre-Rhin, le journal allemand *Die Post* titrant le 8 avril « La guerre est-elle en vue ? », la Russie se porte garante des intentions pacifiques de la France contre la tentative d'intimidation allemande, mettant de la sorte fin à la crise. L'Entente des Trois Empereurs volera de surcroît en éclats lors de la crise balkanique de 1875-1878, qui voit le soulèvement des Bosniaques et Bulgares contre l'Empire ottoman et la mise à l'épreuve de l'Entente, avec le choc des intérêts austro-hongrois et russes dans les Balkans, respectivement en Bosnie et Bulgarie sous la houlette allemande. À la suite du congrès de Berlin (juin-juillet 1878) qui rééquilibre la « présence » russe en Bulgarie, la Russie enterre l'Entente des Trois Empereurs, en ayant l'impression d'avoir été flouée et de n'avoir retiré aucun profit de cette alliance.

Une refonte du premier système d'alliances est donc à l'ordre du jour pour l'Allemagne : Bismarck s'y emploie en consolidant l'alliance austro-hongroise avec la signature le 7 octobre 1879 de l'alliance défensive de la Duplice. La nouvelle donne politique russe, où Alexandre III succède à son père Alexandre II et l'arrivée à la tête de la diplomatie de Giers, éminemment germanophile, va finalement permettre un renouvellement de l'Entente des Trois Empereurs le 10 juin 1881. Le 20 mai 1882, la Duplice devient Triple avec la signature de l'Italie, échaudée par « l'affaire tunisienne ». Ce second système va toutefois une nouvelle fois être mis à mal à la faveur d'une autre crise balkanique entre

l'Autriche-Hongrie et la Russie en 1885, au sujet de la zone d'influence bulgare créée par le congrès de Berlin : les ambitions russes sont encore réfrénées et celle-ci quitte l'alliance allemande.

Malgré tout, Bismarck s'évertue à maintenir un système d'alliances isolant la France et maintenant l'équilibre européen : la Triplice est renouvelée en mai 1887. Refusant donc, on l'a vu, de reconduire l'Entente des Trois Empereurs, le tsar Alexandre III se refuse toutefois également à répondre favorablement aux avances françaises, méfiant à l'égard du régime républicain. Bismarck réussit à exploiter favorablement cette brèche en concluant en juin 1887 avec la Russie le traité de Contre-Assurance, avec une alliance défensive minimale contre la France.

Ce dernier traité marque, semble-t-il, l'apogée du système Bismarck. Depuis 1870, la France est isolée et sans alliés au sein du Concert européen lorsque la puissance allemande mène la danse, garante de l'équilibre européen et ayant réussi sous la houlette de son chancelier à assurer sa sécurité. Toutefois, la majorité de l'opinion publique allemande tout comme de sa classe politique, sous l'influence d'un nationalisme agressif prenant son essor en cette fin de XIX^e siècle, commence à se lasser de cette « politique de sécurité » et se prend à rêver d'une politique internationale plus agressive, tant en Europe que dans le monde.

B. L'Italie, « le désir d'exister et la peur de disparaître » (S. Romano)

Au contraire de l'unification allemande, l'Italie apparaît en 1871 comme un pays encore inachevé, malgré le rattachement de Rome en juin. Si l'unité italienne est techniquement parlant achevée, celle des Italiens est encore loin d'être gagnée : une économie encore fragile comparée à l'Allemagne et au reste de l'Europe achèvera d'expliquer une politique internationale timide où l'Italie se retrouve prise entre deux feux, comme le résume l'historien italien Sergio Romano : un « désir d'exister et la peur de disparaître » en tant qu'État-nation unifié.

Dans ces circonstances, on peut comprendre pourquoi Agostino Depretis, devenu premier Président du Conseil de gauche depuis l'unification, en 1876, répugne à mener une politique étrangère ambitieuse : timide par nature, il est également méfiant quant à ses possibles effets sur la politique intérieure italienne et à la capacité des jeunes élites nationales, inexpérimentées en matière de politique étrangère. Paradoxalement, ce sera également néanmoins le Président du Conseil qui mènera la politique internationale qui influencera le plus ses successeurs lors de la période allant jusque la Première Guerre mondiale, et même au-delà.

Le jeune État italien obtient ainsi sa première victoire lors du congrès de Berlin de 1878, où le simple fait d'être invité à la table des puissances du Concert européen sur la question méditerranéenne et balkanique témoigne de la reconnaissance de l'Italie par l'Europe. Revenant les « mains vides et propres », l'opinion ne s'en apercevra pas et, agitée par la gauche nationaliste de Francesco Crispi, aura l'impression d'avoir été trahie : héritière du grand idéal mazzinien, qui donnait une sorte de mission à l'Italie en Méditerranée, et des souvenirs impériaux de l'Italie romaine, cette frange de la classe politique veut fonder la politique internationale italienne sur cette vocation universelle en offrant au pays un domaine colonial.

À l'arrivée au pouvoir de Cairoli (Depretis devenant ministre de l'Intérieur) en 1879, une intense campagne de presse est lancée, encouragée par le président du Conseil : une forte mentalité collective se met progressivement en place, selon laquelle l'Italie

possède un droit légitime sur la Tunisie toute proche, sous l'autorité d'un Empire ottoman décrépi. La *Rassegna Settimanale* énonce ainsi que « la régence [de la Tunisie] doit nous appartenir, en vertu du droit commercial comme de l'intérêt stratégique et commercial », alors que le député Damiani proclame que la Tunisie est « la dernière porte ouverte à l'expansion italienne », ce sentiment étant d'autant plus renforcé par la présence massive d'émigrés italiens présents en Tunisie. La jeune monarchie doit toutefois faire avec la concurrence française, qui va rapidement se concrétiser : la France intervient en effet en 1881 et impose le 12 mai de la même année au bey de Tunis un protectorat par le traité du Bardo, avec la bénédiction du Concert européen.

L'échec tunisien va provoquer un vif émoi en Italie, la colère et la frustration cédant rapidement place à la peur : le pays reprend en effet rapidement conscience de sa jeunesse et de sa relative fragilité, et l'échec de sa première vocation impériale l'entraîne dans la paranoïa : le cabinet Cairoli tombe sous le contrecoup de l'affaire et Depretis revient au pouvoir, cherchant à tout prix à consolider l'identité nationale et l'unité intérieure. Les conséquences de l'affaire tunisienne vont de la sorte déboucher à l'alliance conclue le 20 mai 1882, à peine plus d'un an après le traité du Bardo, avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, formant la Triplice. Alors que rien ne l'y poussait idéologiquement, l'Italie entre ainsi dans le « système Bismarck » en s'alliant avec son ennemi héréditaire austro-hongrois, sacrifiant de la sorte les terres irrédentes sur l'autel de sa sécurité.

C. Une France isolée en Europe, conquérante dans le monde

Le traité de Francfort (10 mai 1871) consacre la défaite française face à la Prusse de Bismarck en 1870, devenue Empire allemand : le pays est amputé de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, doit payer avant 1874 une très lourde indemnité de guerre de cinq milliards de francs or. De plus, Paris perd sa place prépondérante au sein du Concert européen. La défaite provoque la fabrication d'une très forte mentalité collective, axée sur l'idée de revanche contre l'Allemagne, et qui se cristallise sur la perte de l'Alsace-Lorraine, élément psychologique que va prendre en compte Bismarck dans l'élaboration de son système européen en cherchant à isoler la France. Sur le plan des moyens, si la puissance militaire française se redresse rapidement pour aligner en 1873-1874 des effectifs comparables à ceux de l'Allemagne, la France a fort à faire lors de la décennie 1870-1880 avec la consolidation de la III^e République.

Les nouveaux régimes allemands et italiens cherchent à assurer leur sécurité et la perpétuation de leur existence, qui se traduisent au niveau des politiques internationales au travers de l'équilibre européen pour le premier et d'alliances et tentatives d'expansion pour le second. La France, quant à elle, travaille tout d'abord à la consolidation de son régime, régime qui n'est pas à l'abri en 1871 d'une tentative de restauration monarchique. Il faudra les lois constitutionnelles de 1875 et la victoire finale des républicains à la Chambre pour entraîner en 1879 la démission du président monarchiste Mac-Mahon, et un enracinement relatif de la République dans les esprits comme dans les faits.

La République installée, la France peut se concentrer sur une politique internationale qu'elle avait jusque-là quelque peu délaissée. Son isolement diplomatique en Europe, du fait des différents volets du système d'alliances orienté contre elle par Bismarck, est à nuancer : l'efficacité toute relative de l'Entente des Trois Empereurs allemand, russe et austro-hongrois a été démontrée lors de l'affaire de la « guerre-en-vue » de 1875,

tandis que Bismarck est contraint d'accepter la présence française au congrès de Berlin de 1878 sur la question ottomane et balkanique, congrès où le « Concert » reconnaîtra le droit de la France sur la Tunisie.

Afin de compenser toutefois un isolement européen réel au-delà de ces quelques concessions, la France va relancer une activité coloniale mise en sourdine depuis la fin du Second Empire, non sans violents débats intérieurs : la droite et les radicaux, ces derniers menés par Georges Clemenceau, s'opposent notamment violemment à la frange opportuniste au pouvoir tenante de cette approche coloniale, en avançant que les énergies devraient être axées sur l'Europe et la revanche face à l'Allemagne. Pour Jules Ferry, président du Conseil lors des années 1880-1881 et 1883-1885, la France ne peut au contraire retrouver son rang au sein des puissances européennes que par une politique coloniale ambitieuse. Dans un discours à la Chambre des députés en 1885 resté célèbre, Ferry affirme ainsi que « rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, [...] vivre de cette sorte pour une grande nation, croyez-le bien, c'est abdiquer » : cette politique est accueillie avec satisfaction à Berlin, où Bismarck se réjouit de voir la France délaïsser le terrain de jeu européen pour aller rivaliser avec le Royaume-Uni au niveau mondial.

En Afrique, la Tunisie s'ajoute donc à l'Algérie après le traité du Bardo de 1881 et la convention de La Marsa de 1883, tandis que l'Afrique équatoriale est explorée par Brazza et qu'une percée est réalisée en Afrique occidentale à partir du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Si les possessions d'Afrique équatoriale sont diminuées après la conférence de Berlin sur l'Afrique (1885), la France obtient le protectorat de Madagascar et s'affirme comme le premier rival colonial du Royaume-Uni en lui disputant l'Égypte, au travers de la possession exclusive du canal de Suez. Toutefois, la rapide expansion coloniale française sera freinée pour un temps après l'échec de l'affaire du Tonkin en Asie, qui provoque le 30 mars 1885 la chute du cabinet Ferry et le discrédit de la politique coloniale auprès de l'opinion publique pour un moment.

info en +

Au tournant des années 1890, on semble donc assister à l'apogée du système Bismarck : l'Allemagne mène une politique de sécurité visant à maintenir un équilibre européen gravitant autour de sa puissance (comme en témoignent les nombreuses conférences et congrès du « Concert » à Berlin) et à isoler une France revancharde par divers systèmes d'alliances, dont une Triple avec une Italie à la fois ambitieuse et soucieuse de sa survie. La III^e République française, constatant son isolement en Europe, cherche de ce fait à compenser par une politique coloniale ambitieuse. Toutefois, la configuration diplomatique va profondément se modifier au cours des années 1890, provoquant un bouleversement des politiques internationales de ces trois pays.

II. Entre « Politiques mondiales » et formation des blocs : Allemagne, Italie et France dans la course vers la Première Guerre mondiale (1890-1914)

A. La Weltpolitik allemande : la fuite en avant ?

À la fin des années 1880, l'apogée du système Bismarck est battu en brèche par une lassitude et un rejet de la part d'une partie grandissante de l'opinion publique et de la classe politique. Un nationalisme agressif en pleine expansion récuse la politique de sécurité bismarckienne et milite pour une politique internationale reflétant la puissance allemande, tant en Europe que dans le monde. S'il y a eu des velléités d'expansion coloniale sous Bismarck, et notamment la réclamation de zones d'influence en Afrique britannique dans les années 1883-1884, le seul objectif toujours en vue est au final l'équilibre européen, que ce soit au travers de soutiens successifs au Royaume-Uni et à la France. Ainsi le chancelier allemand déclarait au voyageur Eugen Wolf, tenant de l'expansion coloniale allemande lui déployant une carte de l'Afrique : « Votre carte de l'Afrique est très belle, mais la mienne se trouve en Europe [...] Voilà ma carte de l'Afrique » ?

Toutefois, l'apogée de son système ne va pas durer longtemps : l'empereur Guillaume I^{er} meurt le 9 mars 1888, et après trois mois de règne, son fils Frédéric III succombe lui aussi à un cancer le 15 juin. C'est alors le jeune Guillaume II, âgé de vingt-sept ans qui prend place sur le trône : décrit par ses contemporains comme bravache et impétueux, il est acquis aux thèses nationalistes pangermanistes prônant une politique internationale allemande agressive. À la faveur d'une crise sociale et usant de prétextes institutionnels, le jeune Kaiser demande et obtient la démission de Bismarck le 18 mars 1890 : c'est le « début de la fin » du système européen mis en place par ce dernier, et le commencement d'un tournant dans ce qui sont les derniers instants du Concert européen.

Favorable à la manifestation de la puissance allemande dans le monde, Guillaume II et ses conseillers, opèrent alors un changement fondamental dans la politique étrangère allemande. Refusant de renouveler le traité de Contre-Assurance signé avec la Russie en 1887 et hostile aux exigences russes, le nouveau pouvoir met à bas le système Bismarck et offre à la France une occasion de rompre son isolement sur la scène européenne. La politique internationale allemande est désormais une *Weltpolitik*, une politique mondiale, qui se traduit par l'entrée de l'Allemagne dans la course aux colonies après les obtentions du Togo et du Cameroun en 1883-1884, ainsi que la multiplication des démonstrations de force à l'égard tant du Royaume-Uni que de la France par le développement de sa force de frappe navale.

Au nom de sa *Weltpolitik*, l'Allemagne s'en ira ainsi défier la France par deux fois au Maroc : le 31 mars 1905, le Kaiser en visite à Tanger proclame son soutien au sultan contre la présence française, provoquant un tollé en France, qui accepte néanmoins la tenue d'une conférence internationale à Algésiras l'année suivante, en 1906. Celle-ci confortera la France dans ses pouvoirs de police, mais Guillaume II n'abdique pas : toujours au nom de la *Weltpolitik* et de la protection des intérêts allemands, sous la pression d'une opinion de plus en plus influencée par les thèses nationalistes, l'Allemagne revient à la charge en 1911. La manœuvre, brutale (l'Allemagne fait débarquer un contingent à Agadir d'un navire de guerre, la *Panther*) cache en réalité des intentions plus secrètes : récupérer le Congo français en échange de la reconnaissance de la prépondérance française sur le Maroc. Après de longues négociations et l'appui britannique à la France, c'est chose faite,

pour partie seulement, le 4 novembre 1911 : l'affaire aura ravivé les tensions franco-allemandes mais néanmoins démontré à l'Allemagne la solidité du nouveau système d'alliances français.

En conséquence, face à la formation de la Triple-Entente entre la France, le Royaume-Uni et la Russie, l'Allemagne va presser le renforcement de la Triple Alliance avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie (malgré les dérobades de cette dernière) et se lance dans la course aux armements, oublieuse de tout souci d'équilibre des puissances. Lorsque la guerre balkanique de 1912-1913 éclate, le Concert européen n'est plus qu'un lointain souvenir : l'Europe est divisée en deux blocs distincts, Triple Entente et Triple Alliance, arc-boutés sur leurs positions respectives. L'Allemagne soutient alors sans réserve l'action de son alliée austro-hongroise dans les Balkans, que ce soit lors de la crise bosniaque de 1908 lorsque Guillaume II lance un ultimatum à la Russie pour la placer devant le fait accompli de l'annexion de la Bosnie par l'Autriche-Hongrie, ou lors de guerre balkanique de 1912-1913. À la veille de la Première Guerre mondiale, les tensions sont à leur comble entre les deux alliances.

B. La politique internationale italienne, entre ambitions et ambiguïtés

En Italie, la mort de Depretis en 1887 entraîne l'arrivée aux affaires de Francesco Crispi, leader de la gauche nationaliste. Pétri de la vision mazzinienne en ce qui concerne la politique étrangère du pays, il opère un renversement complet des priorités : alors que sous Depretis, la politique internationale n'était pas un élément essentiel de la politique italienne ou simplement un élément au service de la poursuite de l'unification intérieure, malgré l'affaire tunisienne et l'adhésion à la Triple Alliance, elle en devient un pan fondamental sous Crispi.

L'Italie se relance donc dans sa poursuite d'un domaine colonial : c'est l'Afrique orientale qui est cette fois visée : l'Érythréen devient italienne en 1890 par décret royal mais Crispi échoue en Éthiopie, où 20 000 soldats italiens affrontent 80 000 hommes sous l'autorité de l'Empereur éthiopien et essuient une sanglante défaite à Adoua, en 1896. La nouvelle est un nouveau choc pour l'opinion et le nationalisme italien : Crispi doit démissionner à la révélation de l'ampleur du désastre. Son successeur, Di Rudini, s'empresse de mettre un terme à sa politique étrangère agressive en arguant que l'Italie a désormais besoin de « dix ans de paix ». Ce sont les débuts de la « politique de recueillement ».

Après la mort d'Humbert I^{er} en juillet 1900, le début du siècle voit l'ascension de Giovanni Giolitti, président du Conseil (hormis quelques brèves parenthèses) de 1903 à 1914. La politique internationale sous Giolitti devient alors beaucoup plus souple : plus aguerrie et plus sûre d'elle tout en étant moins obnubilée par la peur de la disparition du jeune État, la diplomatie italienne se libère peu à peu des contraintes de la Triple Alliance. Tout en la renouvelant tous les cinq ans, l'Italie développe une attitude beaucoup moins docile vis-à-vis des deux autres membres de l'Alliance et montre même des signes d'ouverture à ses ennemis potentiels : le représentant italien à Algésiras (1906) prend ainsi parti pour la France sur la question marocaine contre l'Allemagne (conformément à un accord secret avec la France signé en 1900 lui accordant en échange les droits sur la Tripolitaine).

Le rêve universaliste et colonial italien reprend alors de sa force au début de la décennie 1910, sous la pression renouvelée des groupes nationalistes auxquels s'ajoutent certains milieux économiques possédant des intérêts en Tripolitaine. Prétextant des « vexations » à l'encontre des ressortissants italiens sur place, l'Italie déclare la guerre à l'Empire

ottoman en octobre 1911. Ce qui devait être une guerre jugée facile à Rome devient un véritable borborygme, le rapide recul des Ottomans se trouvant enrayé par le soutien de la population, qui livre une guérilla féroce contre l'envahisseur. Finalement, c'est pressé par le déclenchement sur le front européen de la crise balkanique de 1912 et la menace d'un conflit sur deux fronts que l'Empire ottoman se décida à négocier la paix d'Ouchy, le 18 octobre 1912, qui cède à l'Italie la Tripolitaine et la Cyrénaïque.

À la réussite en Tripolitaine s'ajoute donc en 1914 le succès d'une politique internationale italienne qui a réussi à définitivement assurer sa sécurité et une existence durable grâce à son ancrage dans la Triple Alliance, tout en se ménageant une certaine marge de manœuvre vis-à-vis des autres puissances européennes, et notamment de la France. Comme le note Sergio Romano, « à la fin de la première décennie du nouveau siècle, l'Italie, en Europe, est l'amie de tout le monde. Pour un pays qui a besoin de paix pour devenir nation, le résultat n'est pas négligeable ».

C. La France, entre fin de l'isolement et Triple Entente

En 1890, la France apparaissait complètement isolée en Europe du fait du système Bismarck, réduite à mener une politique coloniale de substitution : la nouvelle donne politique allemande que constitue la chute du chancelier et le renversement de la politique étrangère du Reich vers une Weltpolitik vont permettre à la République française de briser son isolement.

Prenant acte du refus de Guillaume II de renouveler le traité de Contre-Assurance de 1887, la Russie du tsar Alexandre III se retrouve tout aussi isolée au sein du Concert européen : c'est alors que ces deux pays, que rien ne prédisposait à s'associer (le mépris des deux gouvernements pour le régime politique de l'autre étant notoire), vont se rapprocher. D'abord économique, la France venant en assistance à une Russie en manque de liquidités en lui ouvrant son marché financier en 1890, le rapprochement s'effectue ensuite au travers d'un échange de lettres franco-russe en août 1891 envisageant pour la première fois une alliance, qui ne se concrétisera que l'année suivante avec la signature de la convention militaire du 17 août 1892. Finalement ratifiée fin 1893 par le tsar, c'est la première alliance conclue par la France depuis 1871 avec une grande puissance. Scellée par plusieurs voyages officiels dans les années suivantes, dont le déplacement du nouveau tsar Nicolas II en France en 1896 et celle du président Félix Faure en Russie en 1897, l'alliance est majoritairement très bien accueillie par l'opinion.

Malgré une légère détente due au départ de Bismarck, les relations franco-allemandes restent toujours aussi venimeuses, empoisonnées par le souvenir de la défaite de 1871 et la prise de l'Alsace-Lorraine en France. L'alliance franco-russe ne paraissant pas suffisante en cas de conflit, la France se cherche alors de nouveaux alliés : c'est ainsi qu'entre en scène Théophile Delcassé, nommé ministre des Affaires étrangères en 1898 et personnage clé de la diplomatie française du début du XX^e siècle. Celui-ci se rend progressivement à l'idée d'une entente avec les Britanniques, pourtant rivaux coloniaux de la France et avec lesquels les relations restent tendues, notamment sur la question égyptienne. La crise de Fachoda (juin-septembre 1898), que Delcassé a dû gérer dès son arrivée au Quai d'Orsay, en est le point culminant. Conscient de l'infériorité navale française et du délabrement intérieur du pays empêtré dans l'affaire Dreyfus, il décide de reculer, provoquant un choc dans l'opinion française et une vague d'anglophobie notable dans la population. Mais petit à petit, l'idée d'une entente avec le Royaume-Uni fait son chemin dans la classe politique, préparée par Delcassé et l'ambassadeur français